



Marché pour la fourniture d'un logiciel de gestion de mobilité en relation internationale pour l'Université Sorbonne Nouvelle

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Référence de la consultation : USN MOBINTER

Numéro du marché : 2025 - 027

La présente procédure est adaptée en application aux R.2123-1, R.2162-4 du code de la commande publique.

Le présent document comprend treize (13) pages numérotées de 1 à 13.

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Parties contractantes

Les parties contractantes du présent accord-cadre sont :

D'une part, l'Université, ci-après désignée « l'USN », « l'Université » ou « le pouvoir adjudicateur », dont les coordonnées sont les suivantes :

Université Sorbonne Nouvelle
17 rue de la Sorbonne
75005 Paris

D'autre part, l'entreprise, Titulaire du marché, désignée dans l'ensemble des pièces contractuelles (référéncé USN MOBINTER), « le Titulaire ».

1.2 - Objet du marché

Le présent marché concerne la fourniture d'un logiciel de pilotage et d'évaluation des activités internationales et prestations associées pour le compte de l'Université Sorbonne Nouvelle.

1.3 – Forme et montant du marché

Le présent marché concerne des prestations de techniques de l'information et de la communication. Il est passé par l'Université, en applications des dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 formant le Code de la commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/TIC) arrêté du 30 mars 2021.

La présente procédure est adaptée en application aux R.2123-1, R.2162-4 du code de la commande publique.

Le titulaire du présent marché est soumis à une obligation de résultat.

Budget alloué pour toute la durée du marché

L'USN dispose d'un budget maximum de 66.000€ HT.

1.4 - Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-10 et L. 2113-11 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et aux articles R. 2113-1 à R. 2113-3 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et afin de maintenir la cohérence des prestations, le marché est passé sous la forme d'un lot unique, conclu avec un seul attributaire. En effet, la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations prévues dans l'accord cadre.

1.5 – Variantes et options

Les variantes sont interdites

Pas d'option

1.6 - Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter du 1^{er} novembre pour une durée de 1 an (12 mois) renouvelable 3 fois par tacite reconduction

La décision du pouvoir adjudicateur de ne pas reconduire le marché sera notifiée au titulaire, trois (3) mois au moins avant son terme.

En cas de non-reconduction, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

2.1 - Contenu des prestations – Lieux de réalisation

Le détail des prestations à réaliser, leurs modalités d'exécution sont fixées dans le CCTP du présent marché

2.2 – Obligation du titulaire

Pour l'accomplissement des prestations prévues au marché, le titulaire s'engage à donner ses meilleurs soins, conformément aux règles de l'art de la profession. Les moyens à mettre en œuvre par le titulaire sont définis dans les documents techniques.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter l'ensemble des prestations définis dans le CCTP.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après:

- L'acte d'engagement (A.E référence – USN MOBINTER.) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Annexe financière constituée par le devis fourni à l'appui de l'offre faisant apparaître distinctement le coût annuel de la mise à disposition de l'outil, la formation et la réversibilité.
 - Annexe 2 : Annexe cadre de réponse SSI
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) dont seul l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et son annexe (Annexe SSI) dont seul l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.
- L'offre du titulaire (le mémoire technique)

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents fournis par le titulaire, ne peut s'intégrer au présent accord-cadre.

ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée pour l'ensemble du présent marché sous réserve d'acceptation de la déclaration du sous-traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles L. 2193-3 à 7 du code de la commande publique.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

En cas de recours à la sous-traitance, le titulaire indiquera dans l'acte d'engagement et le formulaire DC4 la nature des prestations qu'il envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance.

Le titulaire peut également proposer l'intervention d'un sous-traitant en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Chaque sous-traitant renseigne un formulaire DC4. Les candidats devront également indiquer les prestations (et leur montant) pour lesquelles la sous-traitance est envisagée, ainsi que la dénomination et la qualité des sous-traitants. Ces prestations seront payées directement au sous-traitant indiqué dès que leur montant est supérieur ou égal à 600 euros T.T.C.

Le titulaire peut demander, pour justifier de ses capacités techniques et professionnelles, que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants.

Dans ce cas, ils doivent justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution de l'accord-cadre. A ce titre le titulaire produira le contrat de sous-traitance ou un engagement écrit du ou des sous-traitants.

ARTICLE 5 : GROUPEMENT

Le titulaire du présent marché peut se présenter sous la forme d'une société « unique » ou d'un « groupement » de sociétés en application des articles R. 2342-12 à 15 du code de la commande publique.

ARTICLE 6 : ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG TIC.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 7 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification et de réceptions sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 29 à 37 du CCAG-TIC.

ARTICLE 8 : PENALITES

8.1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent accord-cadre, le titulaire encourt après mise en demeure une pénalité par jour ouvré de retard de : 50 euros HT.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, la somme des pénalités de retard est plafonnée à 20% du montant annuel.

8.2 – Autres pénalités

En complément à l'article 14 du CCAG-TIC, le titulaire se verra également appliqué les pénalités suivantes :

- **Pénalités pour indisponibilité de l'outil.** Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, le titulaire peut encourir après mise en demeure préalable en cas d'indisponibilités de l'outil, l'application d'une pénalité d'un montant égal à 100 euros HT par jour d'indisponibilité.

- **Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles.** Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, Le titulaire peut encourir après mise en demeure préalable l'application de pénalités pour non-respect des obligations contractuelles par le pouvoir adjudicateur d'un montant égal à 100 euros (cent euros) par constat.

- **Pénalités pour non-respect des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel.** En cas de non-respect des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel telles qu'elles sont établies dans le CCTP, la pénalité est forfaitaire et d'un montant de 200 € par jour calendaire de retard dès notification à l'attributaire du ou des manquements constatés.

Toutes les autres pénalités prévues au CCAG/TIC restent applicables.

ARTICLE 9 – UTILISATION DES RÉSULTATS

L'utilisation des résultats découlant de l'accord-cadre est régie par le chapitre 7 du CCAG-TIC.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ ET RGPD

10.1 Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution des prestations définies dans les documents contractuels du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

10.2 Protection des données à caractère personnel

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment le règlement (UE) n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatiques et Libertés ».

ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIÈRES

11.1 - Contenu des prix

Les prix du présent marché seront ferme et réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte de toutes les charges fiscales, ou autres, frappant obligatoirement ces prestations, ainsi que tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre notamment les frais liés aux déplacements dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie du compte du marché.

11.2 - Révision des prix

Les prix sont révisables à chaque reconduction de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés fermes et définitifs pour la partie forfaitaire. Pour les prestations de maintenance, les prix sont révisables chaque année à la date anniversaire de l'accord cadre :

Le prix révisé est obtenu en appliquant au prix initial, le coefficient **C_n** résultant de la formule suivante :

$$C_n = 0,125 + 0,875 (I_n / I_0)$$

La valeur de l'indice I_n est la valeur de l'indice au mois n de la date d'application de la révision. La valeur de l'indice I_0 est celle établie pour le mois d'établissement du prix (mois de remise des offres de l'accord-cadre M_0).

L'indice I correspond à : CPF 62 – Programmation conseil et autre activité informatique (Identifiant n°010546254 – INSEE)

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

11.3 - Les modalités de règlement

11.3.1 Avances et Acomptes

Sans objet

11.3.3 Facturations

Les factures doivent impérativement comporter les éléments suivants :

- ✓ L'identification du Pouvoir Adjudicateur ;
- ✓ Les noms et adresses du titulaire ;

- ✓ Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement et son RIB ainsi que les numéros d'IBAN et de BIC ;
- ✓ La date et référence de la facture
- ✓ **Référence de l'accord cadre : USN - MOBINTER**
- ✓ **Numéro de l'accord-cadre : 2025-027**
- ✓ **N° du bon de l'engagement**
- ✓ La nature des prestations réalisées ;
- ✓ Le montant H.T. des prestations réalisées ;
- ✓ Le taux et le montant de la TVA ;
- ✓ Le montant total des prestations réalisées ;
- ✓ La date et la signature.

La présentation de facture ne respectant pas les dispositions du présent C.C.A.P. se verra rejeter et entraînera l'interruption de son délai global de paiement.

11.3.4 Délai Global de Paiements

Conformément aux Articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R.2192-17 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur procède au paiement sur le compte du Titulaire, des sommes dues en exécution du présent accord-cadre dans le délai de trente (30) jours maximums, sous réserve de la réalisation des prestations valant constatation du service fait.

Le dépassement du délai entraîne, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires par application du taux marginal de la Banque Centrale Européenne majoré et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros par facture.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par le Pouvoir Adjudicateur. Ce dernier pourra rectifier la facture en fonction des avoirs, pénalités et autres.

En cas de paiement à un titulaire étranger, il est demandé d'ouvrir un compte en France afin de réduire les délais de règlement.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du Titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, de l'accord-cadre par le Pouvoir Adjudicateur aux torts exclusifs du Titulaire.

Dans le cas où les établissements devraient eux-mêmes auto-liquider la TVA (prestations de services effectuées par des assujettis non établis en France au profit de clients identifiés à la TVA en France), le Titulaire estimera au plus juste le montant de la TVA à auto-liquider. L'administration se réserve, toutefois, la possibilité de rectifier en cas d'inexactitude.

11.3.5 Modalités de paiements

Les demandes de paiement devront parvenir obligatoirement via le portail CHORUS PRO :

L'Université Sorbonne-Nouvelle

Exemplaire original numérique transmis via le portail CHORUS PRO :

Code structure: 19751719600014

Il est rappelé qu'en cas de non-respect de ces circuits de paiement :

- la mise en paiement ne peut intervenir,
- la facture sera refusée comme non-conforme,
- aucune pénalité de retard n'est due.

Pour les groupements solidaires, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui n'est pas présentée dans les formes fixées par le présent accord-cadre lui sera retournée ; le délai global de paiement étant alors interrompu.

ARTICLE 12 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-TIC, les travailleurs employés à l'exécution du présent marché doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

ARTICLE 13 : RÉSILIATIONS

L'Université peut résilier le présent marché par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les conditions prévues au chapitre 8 du CCAG-TIC.

En outre, l'Université pourra résilier le marché sans indemnité, après mise en demeure restée sans effet, par décision notifiée en recommandé avec accusé de réception :

- Pour non-respect répété des conditions d'exécution prévues dans les pièces de l'accord-cadre,
- En cas d'inexactitude des renseignements et documents mentionnés à l'article L 2195-4 du code de la commande publique. Dans ce cas, le présent accord-cadre est résilié aux torts du titulaire, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 16 : CESSION / NANTISSEMENT DES CRÉANCES

Les créances, nées de l'exécution du présent marché, peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement, conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à 63 du code de la commande publique.

La notification devra être adressée à l'Agent Comptable du pouvoir adjudicateur, selon les modalités et formes fixées à l'article R 2191-59 du code de la commande publique.

La délivrance de l'état sommaire des prestations effectuées, des décomptes des droits constatés ou des états d'avances ainsi que des acomptes mis en paiement incombe au Pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 17 : DÉCLARATIONS RÉGLEMENTAIRES

Le Titulaire atteste qu'il est en règle en matière de déclaration et de règlement des impôts, taxes et cotisations sociales dues. Conformément aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du Code du

travail, le Titulaire s'engage à fournir, tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre, jusqu'à son terme :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois,
- La copie des attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites et/ou l'état annuel des certificats reçus.

ARTICLE 18 : LANGUE

Les correspondances relatives au présent marché sont émises en Français.

ARTICLE 19 : DIFFERENTS

Les dispositions applicables en matière de règlement des différends sont celles définies à l'article 55 du CCAG-TIC (arrêté du 30 mars 2021).

ARTICLE 20 : DÉROGATIONS

Les dérogations aux C.C.A.G.-TIC, explicitées dans les articles désignés ci-avant du présent C.C.A.P, sont apportées aux articles suivants :

L'article 8 « Pénalités » déroge partiellement et complète l'article 14 du CCAG-TIC,

En cas de contradiction entre les articles du CCAG-TIC et du présent CCAP, ce dernier prévaut.